

Le Plan de Trump pour la Palestine ressemble à normalement de l'apartheid

Description

Israël a longtemps résisté à l'analogie avec l'Afrique du Sud, mais le soutien du gouvernement américain à l'annexion en fait une réalité.

Par Alon Liel, 27 février 2020



Un colon israélien passe devant une maison palestinienne avec des vérandas couvertes de mailles le long de la rue Shuhada sous contrôle israélien dans la ville de Hébron en Cisjordanie le 28 janvier.

HAZEM BADER / AFP VIA GETTY IMAGES

A l'apogée du régime d'apartheid d'Afrique du Sud, le gouvernement de la minorité blanche du pays avait planifié la création de 10 soi-disant pays d'origine connus aussi sous le nom de Bantoustans où les Sud-Africains noirs pourraient vivre loin des villes qu'il espérait garder blanches. Ce fut le point culminant de ce que le régime a appelé « développement séparé » d'marche pour détourner l'attention de l'oppression raciale en prétendant qu'on avait accordé à la population noire l'indépendance dans leurs propres Etats et qu'ils n'étaient pas des citoyens de seconde classe en Afrique du Sud.

Le gouvernement d'apartheid n'a finalement créé que quatre Bantoustans ostensiblement indépendants (le Bophuthatswana, le Venda, le Ciskei et le Transkei) et six territoires soi-disant autonomes. Les gouvernements étrangers ont pour la plupart rejeté ces Etats fantoches pour ce qu'ils étaient ; l'Afrique du Sud a été le seul pays au monde à reconnaître officiellement les Bantoustans, et les principales décisions concernant leurs affaires ont été prises exclusivement à Pretoria.

« J'ai consacré des dizaines d'années de ma vie au service des affaires étrangères d'Israël, dont mon poste d'ambassadeur d'Israël en Afrique du Sud de 1992 à 1994. »

J'ai consacré des dizaines d'années de ma vie au service des affaires étrangères d'Israël, dont avec mon rôle d'administrateur au ministère israélien des Affaires Etrangères la période de l'apartheid et en tant qu'ambassadeur d'Israël en Afrique du Sud de 1992 à 1994, pendant la transition démocratique du pays.

Au cours de ces années, j'ai appris, à ma grande stupefaction, qu'aucun pays au monde (à l'exception de l'Afrique du Sud) n'a plus contribué à l'économie des Bantoustans qu'Israël. Les Israéliens ont construit des usines, des quartiers, un hôpital, et même un stade de football américain et une ferme d'alligators dans ces Etats fantoches sud africains. Israël est allé jusqu'à permettre à l'un d'eux, le Bophuthatswana, de maintenir une mission diplomatique à Tel Aviv, et son chef, Lucas Mangope a été vité par le monde entier parce qu'il promouvait et légitimait l'apartheid en coopérant avec le régime sud africain à l'été souvent réçu en Israël.

Alors que le monde entier boycottait le trompe l'œil des Bantoustans, Israël a poussé par un désir de coopération sécuritaire et d'un marché d'exportation pour son industrie d'armement a été mobilisé pour soutenir le régime d'apartheid. La coopération sécuritaire d'Israël avec l'Afrique du Sud a commencé en 1974 et ne s'est terminée qu'avec l'élection de Nelson Mandela en 1994.

Cette relation de 20 ans fut une grande porte et a représenté le développement conjoint d'armements entre les deux pays et la fourniture par Israël d'armes et d'entraînement militaire à l'Afrique du Sud. En fait, l'Afrique du Sud a parfois été l'acheteur le plus important des armes israéliennes. Cette coopération durait depuis presque deux décennies quand je suis devenu ambassadeur et elle était si complexe que, même moi, en tant qu'ambassadeur, n'y avais pas accès dans les détails qui étaient coordonnés pour une grande partie par le ministre de la Défense plutôt que par le ministre des Affaires Etrangères. Grâce à cette coopération, Israël est devenu l'un des alliés les plus proches de l'Afrique du Sud économiquement, militairement et diplomatiquement et a accordé sa demande de l'aider à développer les Bantoustans.

« Les tentatives pour blanchir un régime fondé sur la discrimination et l'oppression en créant des Etats autonomes fictifs, habités par des sujets qui n'ont aucun droit politique réel, n'ont pas marché en Afrique du Sud et ne marcheront nulle part ailleurs. »

Finalement, bien sûr, ces Bantoustans ont disparu, ainsi que le régime d'apartheid, en partie grâce à l'organisation et à la non-reconnaissance internationales, sans oublier la pression et les boycotts malgré les associations supracracistes Afrikaners qui ont défendu les Bantoustans jusqu'aux derniers jours de l'apartheid.

Il est maintenant, bien sûr, clair que les tentatives pour blanchir un régime fondé sur la discrimination et l'oppression en créant des Etats autonomes fictifs, habités par des sujets qui n'ont aucun droit politique réel, n'ont pas marché en Afrique du Sud et ne marcheront nulle part ailleurs.

Et pourtant, cette leçon est actuellement testée. Avec le soutien actif des Etats Unis sous la forme du prétendu « deal du siècle » du président Donald Trump, Israël cherche à introduire et à développer la version de ce nouveau millénaire de la déplorable politique de la vieille Afrique du Sud.

Récemment à la Maison Blanche, Trump a octroyé encore un autre cadeau à son cher ami le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu juste avant les élections du 2 mars en Israël, en présentant un plan que son gendre et des d'Israéliens ont combiné sans la présence d'aucun Palestinien.

Les détails de cette proposition, et la rhétorique utilisée à la fois par Trump et par Netanyahu, ont clairement montré qu'il ne s'agissait pas d'un accord, mais plutôt de la mise en place d'un projet de longue date pour encore renforcer le contrôle d'Israël sur la Cisjordanie en donnant des enclaves de territoire sans connexion à ses résidents, sans leur garantir de réelle liberté ni leurs droits politiques fondamentaux. C'était précisément le but recherché par l'ancienne politique des Bantoustans du gouvernement d'Afrique du Sud.

Trump n'a pas seulement essayé de remettre à son ami presque un tiers de la Cisjordanie ; il a également et peut-être avant tout essayé de fournir à Netanyahu une voie vers l'acceptation internationale. Parallèlement à la reconnaissance par les Etats Unis de la souveraineté d'Israël sur les Hauteurs du Golan et au réaménagement de l'ambassade américaine à Jérusalem, Trump continue de montrer qu'il peut effacer et qu'il effacera la politique traditionnelle de la communauté internationale avec ses propres diktats.

Ce sont de mauvaises nouvelles pour les millions de Palestiniens mais pas seulement pour eux. Au cours des années, les Nations Unies ont établi que partager la terre entre le Jourdain et la Méditerranée en deux États indépendants était la seule solution juste et durable.

Cette solution repose sur la croyance que les 14 millions de personnes qui vivent actuellement sur cette terre ont droit à l'indépendance, à l'égalité et à la dignité et que le meilleur moyen d'y arriver, c'est la fin de l'occupation israélienne, mise en place maintenant depuis plus d'un demi-siècle, et une partition fondée sur les frontières d'avant 1967.

Des institutions éminentes comme l'Union Européenne et la Ligue Arabe ont régulièrement exprimé leur soutien et leur engagement envers ce modèle, comme ont fait les précédentes administrations américaines, qu'elles soient dirigées par les Républicains ou par les Démocrates. Malheureusement, l'engagement proclamé par la communauté internationale envers la solution à deux Etats ne s'est jamais exprimé de façon concrète, laissant Netanyahu et Trump en arriver à la conclusion que la voie était libre pour leur vision annexionniste.

La carte attachée au plan de Trump est une copie du modèle des Bantoustans, avec des fragments palestiniens cernés par un territoire entièrement sous contrôle israélien, permettant la domination d'un groupe ethnique ou religieux sur un autre.

La carte attachée au plan de Trump est une copie du modèle des Bantoustans, avec des fragments palestiniens cernés par un territoire entièrement sous contrôle israélien, permettant la domination d'un groupe ethnique ou religieux sur un autre. Il viole ainsi les principes de l'ordre international fondé sur des règles, signalant que Trump pense qu'il peut ne tenir aucun compte du droit international et imposer un nouveau modèle d'apartheid au 21^{ème} siècle. Cette arrogante démonstration de force doit se trouver confrontée à une réponse claire.

Il y a juste trois ans, le Conseil de Sécurité de l'ONU adoptait la Résolution 2334, qui affirmait que les colonies dans les territoires occupés palestiniens sont illégaux et qu'aucune modification des frontières d'avant 1967 ne serait reconnue. Pour répondre à Trump et Netanyahu et à tant d'autres l'annonce de ce dernier de projets d'annexion de territoire dans les mois qui suivent il faut que les dirigeants régionaux et occidentaux et les principales institutions internationales s'expriment fortement et clairement.

Personne ne doit accorder ne serait-ce qu'une approbation tacite à cette nouvelle forme d'apartheid et à l'idéologie qui la porte. Le faire serait trahir non seulement l'héritage et l'efficacité de la Résistance internationale à l'apartheid sud africain, mais aussi le destin de millions de personnes qui vivent en Israël et de ce qui devrait être une Palestine vraiment indépendante.

Alon Liel a assuré la fonction d'ambassadeur d'Israël en Afrique du Sud de 1992 à 1994 et a été directeur général du ministère israélien des Affaires Étrangères de 2000 à 2001.

Traduction : J.Ch pour l'Agence Média Palestine

Source : [Foreign Policy](#)

date créée
2020/03/05